



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET de l'AUDE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Région Occitanie
Unité Interdépartementale Aude/Pyrénées-Orientales
A2

**ARRETE PREFECTORAL N° 2018-027 mettant en demeure
la société SITA SUD de respecter les termes de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de
stockage de déchets non dangereux
et de l'arrêté préfectoral n° 2013203-0001 du 28 août 2013 autorisant l'exploitation d'une installation de
stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de NARBONNE,
au lieu-dit « La Combe du Mourel Redon »**

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret du 24 février 2017 portant nomination de M Alain THIRION en qualité de Préfet de l'Aude à compter du 20 mars 2017,

VU le titre 1^{er} (Installations Classées) du livre V (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances) du Code de l'Environnement, notamment les articles L 171-6 L.171-8-1, L.172-1, L. 511-1 et L. 514-5,

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,

VU l'arrêté préfectoral n°201320-0001 du 28 août 2013 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de NARBONNE, au lieu-dit « La Combe du Mourel Redon »,

VU les constats effectués sur place par l'inspection des installations classées le 15 mai 2018,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours,

VU les observations de l'exploitant formulées par mail en date du 14 juin 2018,

CONSIDERANT que lors de l'inspection de contrôle des déchets entrants dans l'installation réalisée le 15 mai 2018, l'inspecteur a constaté que des déchets non ultimes ou interdits ont été directement déchargés dans la zone de stockage, notamment des D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques) tels qu'un frigo, cumulus et unité de chauffage/climatisation, issues de la déchetterie de Roubia et de la collecte des Transports Sigeannais,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement, d'une part, aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et, d'autre part, aux dispositions des articles 3.3.2 et 3.3.3 relatifs aux déchets admissibles et aux déchets interdits de l'arrêté préfectoral n°2013203-0001 du 28 août 2013 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de NARBONNE, au lieu-dit « La Combe du Mourel Redon »,

CONSIDERANT l'absence de contrôle visuel des déchets lors de l'admission sur site et lors du déchargement,

CONSIDERANT que ce constat constitue un manquement, d'une part, aux dispositions de l'article 3.3.5 de l'arrêté préfectoral n°2013203-0001 du 28 août 2013 sus visé et, d'autre part, aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,

CONSIDERANT que si un contrôle visuel avait été réalisé, ces déchets auraient dû être refusés,

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SITA SUD de respecter les prescriptions des articles 3 et 30 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ainsi que les prescriptions des articles 3.3.2, 3.3.3 et 3.3.5 de l'arrêté préfectoral n°2013203-0001 du 28 août 2013 susvisé,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'AUDE,

ARRETE :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA MISE EN DEMEURE

La société SITA SUD, dont le siège social est implanté rue Antoine Becquerel - CS 17216 - 11785 NARBONNE Cedex, est mise en demeure, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions :

- de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage ;
- des articles 3.3.2, 3.3.3 relatifs aux déchets interdits, et notamment les déchets d'emballages d'activités économiques et les D3E et de l'article 3.3.5 relatif au contrôle du chargement à l'arrivée dont une surveillance visuelle de l'arrêté préfectoral n°2013203-0001 en date du 28 août 2013 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de NARBONNE, au lieu-dit « La Combe du Mourel Redon ».

Afin de respecter les termes de la mise en demeure, l'exploitant adresse à M. le Prefet sous deux mois le descriptif des mesures mises en places pour assurer le respect des articles pré-cités. En particulier, l'exploitant précise les moyens mis en œuvre afin de :

- s'assurer que les déchets qu'il reçoit sur la zone de stockage ne soient pas interdits ;
- renforcer - ou mettre en place - l'efficacité du contrôle visuel des déchets accueillis sur site pour garantir la détection et le traitement des chargements non conformes ;

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être fait application des mesures prévues à l'article L.171-8-II.

ARTICLE 3 : VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier dans les délais suivants :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients

ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 5 : INFORMATION

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de NARBONNE et peut y être consultée,
- une copie du présent arrêté est affichée pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie ;
- une copie du présent arrêté est affiché en permanence par les soins du bénéficiaire de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 6 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aude, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, chargé du service de l'inspection des installations classées, le Maire de NARBONNE, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est notifiée administrativement ainsi qu'à la société SITA SUD.

Fait à Carcassonne, le 20 juin 2018

Le Préfet

Signé

Alain THIRION